

# contradictions capitalistes et crise monétaire



document «rouge»

# lisez diffusez soutenez rouge

**ROUGE se propose de regrouper les militants de Mai qui, face à la répression et devant l'ampleur des tâches qui leur incombent, ont compris la nécessité de l'organisation. Tissant un réseau de correspondants, de diffuseurs, de lecteurs, ROUGE est l'organisateur collectif des militants qui ont pour but la construction d'un parti révolutionnaire.**

**ROUGE se propose, par la discussion large de tous les problèmes du mouvement ouvrier, par l'analyse des luttes ouvrières et l'étude des mots d'ordre qui en surgissent, de participer à l'élaboration du programme de lutte et à l'enrichissement de la théorie marxiste, faute desquels le mouvement de Mai ne saurait trouver son second souffle.**

**Parce que la révolution dont nous sommes les militants n'est pas nationale mais internationale, parce que les expériences de luttes révolutionnaires dans le monde se fécondent mutuellement, ROUGE fait connaître l'état, les idées, les formes organisationnelles des nouvelles avant-gardes qui surgissent au Japon, en Europe Occidentale, en Amérique latine, aux Etats-Unis, dans les démocraties populaires. ROUGE pose le problème de l'organisation internationale dont nous avons aujourd'hui besoin.**

## Pour soutenir rouge, abonnez-vous !

**ROUGE paraît tous les quinze jours**

**Modalités d'abonnement : pour 6 mois, 13 F.**

**pour 1 an, 25 F.**

**abonnement de soutien, 50 F.**

**Tout versement de fonds : « ROUGE journal d'Action Communiste »  
C.C.P. Paris 25 043 88.**

**Toute correspondance : « ROUGE », B.P. 201, Paris-19°.**

## Préface

*Les implications économiques et financières des événements de Mai, greffées sur un système monétaire international extrêmement instable ont amené la crise politique du régime gaulliste.*

*Cette crise politique aggrave encore plus les contradictions du système monétaire international et risque d'entraîner une crise généralisée des économies capitalistes.*

*Contrairement à ce que d'aucuns affirment, cette crise n'a pas pour racines essentielles des phénomènes d'ordre psychologique — les vraies causes sont d'une autre nature. Seule une analyse approfondie des différentes contradictions du système capitaliste peut nous permettre de les appréhender. Si nous publions cette petite brochure, ce n'est pas tant pour ajouter aux diverses contributions sur ce sujet ou pour nous auto-féliciter « d'avoir prévu » mais parce que nous pensons que tout militant révolutionnaire a besoin d'une connaissance approfondie et rigoureuse du système qu'il combat.*

*Cependant dans la mesure où l'actualité presse, nous n'avons pas jugé nécessaire (faute de temps) de refaire un texte sur ce problème. Nous avons repris, quitte à nous répéter sur certains points, quelques analyses publiées par des camarades de l'ex-Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Ces textes ainsi que d'autres tirés de « Rouge », ont été écrits afin d'expliquer la situation actuelle : crise du dollar, de la livre, recession en Europe, Crise du franc, etc...*

Le 28 novembre 1968.

**La fuite de capitaux affaiblit de jour en jour le pouvoir gaulliste. De Gaulle, par un coup d'éclat, refuse la dévaluation. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce refus de la dévaluation, pour être efficace, ne peut s'accompagner que d'une politique visant à regagner la confiance des capitalistes. L'objet de l'article qui suit consiste à montrer ce que cela risque de coûter à la classe ouvrière.**

## **La bourgeoisie défend sa monnaie les travailleurs défendent leurs intérêts de classe !**

Le 11 novembre, le soldat inconnu, mort pour la France, dont on fleurissait la tombe en aurait eu le souffle coupé une deuxième fois ! Qui donc étaient ces patriotes qui, spéculant contre la monnaie nationale, partaient, vers l'Allemagne ou la Suisse, les valises bourrées de fric pour mettre leur magot à l'abri des désordres monétaires ? Tout simplement les mêmes qui par la bouche de Marcelin dénonçaient les groupuscules financés par l'étranger ? Le nationalisme pour la bourgeoisie est une notion bien élastique qui se tend lorsqu'il s'agit de frapper à gauche mais se détend lorsqu'il s'agit de ses gros sous !

Aujourd'hui, le nationalisme de la bourgeoisie prend la forme de la « défense de la monnaie nationale ». Quel est le sens réel, sur le plan des rapports de classes de ce slogan ?

### **I. — QUE SIGNIFIE DEFENDRE LA MONNAIE**

« Défendre la monnaie » signifie en gros, du point de vue technique, agir en sorte que les Français et les étrangers qui possèdent des francs gardent une confiance suffisante en cette monnaie pour ne pas se précipiter à la Banque de France pour l'échanger contre d'autres devises (dollar, mark...). Lorsque ce phénomène se produit, les réserves en devises étrangères de la Banque de France s'épuisent rapidement. « Défendre le franc », à ce premier niveau, c'est défendre les réserves monétaires.

— Mais, le montant des réserves en devises étrangères est dépendant du commerce extérieur. Si l'on exporte beaucoup de marchandises, il entre en France beaucoup de devises étrangères qui viennent grossir les réserves ; au contraire, si l'on importe beaucoup, il faut, pour payer l'étranger sortir beaucoup de devises étrangères des caisses de la Banque de France et les réserves tendent à s'épuiser. « Défendre le franc » signifie donc à ce second niveau : défendre les exportations françaises.

Mais comment peut-on défendre les exportations françaises ? Pour défendre les exportations françaises, il faut agir de telle sorte que les produits français soient concurrentiels sur les marchés internationaux, c'est-à-dire que leur prix soit moindre que ceux des produits d'autres pays. « Défendre le franc » signifie donc maintenant : défendre les bas prix des produits fabriqués par les capitalistes français à destination des pays étrangers.

C'est à ce niveau d'analyse qu'apparaît le rapport de classe masqué par les salades techniques sur la « défense de la monnaie » dont nous abreuve la presse bourgeoise.

En effet, pour la bourgeoisie, maintenir les prix bas à l'exportation ne peut évidemment signifier qu'elle va pour cela réduire ses marges bénéficiaires ! Pour la bourgeoisie, maintenir les produits français concurrentiels à l'exportation cela signifie réduire les coûts de production, notamment en freinant les salaires et en augmentant les cadences... Lorsque le premier ministre parle « des nécessaires sacrifices que devra faire la France pour défendre sa monnaie », **c'est naturellement aux sacrifices de la classe ouvrière qu'il pense !** Ainsi donc, en dernière analyse, « défendre la monnaie » consiste à défendre les marges bénéficiaires des capitalistes exportateurs tout en faisant supporter le coût de l'opération à la classe ouvrière dont on freine pour cela les revenus et la consommation.

Ainsi donc, la politique monétaire n'a rien de mystérieuse ! la monnaie n'est qu'un instrument parmi d'autres dans la lutte pour la répartition de la richesse nationale.

## **II. — POURQUOI LA BOURGEOISIE EST-ELLE OBLIGÉE DE « DÉFENDRE » SA MONNAIE DEPUIS MAI ?**

Les événements de mai ont provoqué une crise de confiance dans le franc. Les richards nationaux ou étrangers se sont dépêchés de mettre leur magot à l'abri en échangeant tous leurs francs contre d'autres monnaies, notamment des marks. En effet : « On ne sait jamais, les sales gauchistes étaient bien capables de faire accoucher une Révolution Socialiste » !

Du fait que les devises étrangères ont commencé à sortir des coffres, les réserves de la Banque de France ont commencé à se réduire.

Par ailleurs, les augmentations de salaires ont entraîné des hausses de coûts, donc des prix des produits à exporter, ce qui a provoqué naturellement un freinage des exportations des produits français qui devenaient relativement trop chers sur les marchés internationaux. Ceci fut une autre source de détérioration des réserves.

Enfin, toute une série de mesures précipitées (impôts sur les successions, contrôle des changes établi puis supprimé) ainsi que des rumeurs concernant l'avenir d'autres monnaies (réévaluation du mark) ont accru l'inquiétude des détenteurs de capitaux en francs et accéléré ces dernières semaines les sorties de devises étrangères.

Depuis le mois de mai jusqu'au 20 novembre, plus de 3 milliards de dollars sur les 6 milliards de réserves que possédait en mai la Banque de France ont ainsi disparu !

En passant, signalons que les événements de mai suffiraient largement à prouver que les problèmes monétaires — que toutes les bourgeoisies s'évertuent à présenter sous la forme de problèmes techniques ayant leurs lois propres et leurs implications sociales « inéluctables » — sont en réalité le reflet de rapports de forces entre classes sociales. Il a suffi d'une grève générale longue pour bouleverser toute les données de ce soi-disant problème technique et, en passant, rabattre la morgue de notre Général sur cette question. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement devait prendre des mesures, non pas pour préserver les réserves en soi (elles ne sont qu'un reflet technique) mais pour faire la vie plus belle aux exportateurs (ce qui est une réalité sociale) ! Par ailleurs, ces mesures devaient tenir compte de la réalité qui prévalait dans d'autres pays notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre.

### **III. — PAR QUELS MOYENS LA BOURGEOISIE VA-T-ELLE DEFENDRE SA MONNAIE**

La bourgeoisie possède en gros, trois moyens pour « défendre sa monnaie ». Les sacrifices d'une manière ou d'une autre doivent être supportés par la classe ouvrière !

Le premier moyen consiste à faire pression directement sur les coûts intérieurs. C'est le sens des mesures déflationnistes prises récemment qui consistent à freiner la demande intérieure par des restrictions budgétaires et de crédit.

#### **LA DEFLATION INTERIEURE**

En effet : si l'on réduit les dépenses du budget de l'Etat, on provoque tout d'abord un blocage du revenu des salariés qui dépendent directement de l'Etat (enseignants, employés, ouvriers des entreprises nationalisées, etc...). Ensuite, on réduit les investissements que peut faire l'Etat, soit directement soit par l'intermédiaire d'entreprises privées travaillant pour lui. De ce fait, on réduit l'activité de ces entreprises et on favorise le chômage qui, à son tour, pèse sur les salaires du secteur concerné. Ces deux éléments sont un premier facteur de diminution des coûts de production intérieurs. Mais, la réduction de l'activité dans un secteur entraîne rapidement la diminution de l'activité dans d'autres secteurs, ce qui a pour effet d'amorcer de proche en proche la récession, de peser sur les prix et surtout sur l'ensemble des salaires.

Ainsi, pour « défendre la monnaie » et les marges bénéficiaires de nos exportateurs patriotes on casse l'expansion économique intérieure.

Les mesures de restriction de crédits vont dans le même sens : En rendant plus cher le crédit, on freine d'une part la consommation ouvrière, on casse également l'expansion intérieure et, par la même occasion, on se fabrique un nouvel instrument pour éliminer les entreprises marginales qui ne peuvent survivre qu'avec un crédit bon marché.

Naturellement, cette politique est d'abord payée par le prolétariat atteint directement ou indirectement par la réduction de l'activité économique intérieure, mais aussi, par une partie de la bourgeoisie qui travaille essentiellement pour le marché intérieur et qui voit avec la récession se rétrécir ses débouchés. Mais (sur le plan purement économique) ceci importe peu à la grande bourgeoisie des monopoles dont l'Etat gaulliste est le représentant et le support. En effet, contrairement à l'industrie travaillant pour la demande intérieure, les intérêts principaux des monopoles se trouvent dans la demande extérieure et les bas prix... donc les bas salaires... à l'intérieur. Ainsi donc, la « défense de la monnaie » est un instrument de renforcement de la fraction dominante du capitalisme français.

## LA DEVALUATION DU FRANC ?

Mais, ces mesures demandent un certain temps pour agir et n'empêchent pas dans l'immédiat la spéculation contre le franc. Pour l'empêcher, il faudrait dévaluer. C'est le deuxième instrument possible de « défense de la monnaie ». Cette solution permettrait de donner un coup de fouet aux exportations, de freiner les importations et de faire payer le prix de l'opération à la classe ouvrière. Toutefois, elle présente actuellement de nombreux inconvénients. Tout d'abord, elle casse le prestige politique de la bourgeoisie française : de Gaulle parlait, il y a peu, de la dévaluation du... dollar ! Ensuite, elle n'est politiquement pas opportune sur le plan intérieur : compte tenu du degré de sensibilisation de la classe ouvrière après mai, on peut penser qu'une dévaluation aujourd'hui serait accompagnée de graves « troubles sociaux » ! Enfin, une dévaluation en France entraînerait des dévaluations en chaînes dans le monde notamment dans les pays qui se trouveraient lésés par les mesures françaises et qui, voyant l'équilibre de leur balance de paiement compromis, pourraient prendre des mesures de représailles. C'est tout particulièrement le cas de l'Angleterre, des Etats-Unis et de tous les pays du Marché commun sauf l'Allemagne. La bourgeoisie française sait très bien que si elle met le doigt dans cet engrenage, les risques de contrecoups des désordres monétaires mondiaux risquent de l'affecter dans une mesure impossible à prévoir. C'est pour cela qu'elle refuse de décider seule de la dévaluation de sa monnaie.

## LA REEVALUATION DU MARK ?

Enfin, une autre mesure pourrait être prise : au lieu de dévaluer le franc, on pourrait réévaluer le mark. En effet, du fait de la puissance de son industrie, de l'efficacité de son commerce, l'Allemagne de l'ouest tend à devenir le pôle dominant dans le Marché commun. Ce pays draine tous les capitaux en quête de refuge, et le mark est aujourd'hui une des monnaies les plus fortes du monde (parce que la plus demandée). Si l'Allemagne réévaluait sa monnaie, cette mesure aurait pour les autres pays le même effet qu'une dévaluation. C'est notamment le cas pour la France : Les exportations allemandes vers la France seraient freinées et les exportations de la France vers l'Allemagne facilitées. Jusqu'aujourd'hui, la bourgeoisie allemande s'est refusée à pénaliser ses industriels par la voie d'une réévaluation. Elle a simplement pris des mesures apparentées à une réévaluation : instauration d'une taxe provisoire à l'exportation et détaxation provisoire des importations. La réévaluation future du mark qui arrangerait bien les bourgeoisies française, anglaise et américaine en leur permettant de transférer dans ce pays les problèmes qu'ils ne manqueraient pas d'avoir avec leur classe ouvrière à la suite d'éventuelles dévaluations dépendra des rapports de forces politiques internationaux. Actuellement, il est difficile de prévoir quelles pourraient être les mesures prises par les gouverneurs des banques centrales des pays intéressés, tant ces rapports sont instables.

Quoi qu'il en soit, il est clair que les pays capitalistes entrent dans une ère de désordres monétaires dont les bourgeoisies tenteront de faire payer les frais à leurs classes ouvrières respectives ou, selon les rapports de force, à la classe ouvrière d'autres pays. L'époque dorée du capitalisme d'après-guerre est révolue. Nous entrons désormais dans une nouvelle période d'instabilité et de crises.

**Rouge N° 6 - 26 Novembre 1968.**

**La crise est à l'ordre du jour. Plus que jamais, il est nécessaire de connaître les causes profondes de ce « vent de panique ».**

# **La crise monétaire internationale**

## **I. — LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE MONETAIRE INTERNATIONALE**

En réalité, les causes fondamentales de la crise monétaire ne se trouvent pas dans le système monétaire lui-même. Bien que, en courte période, il puisse s'y développer des contradictions qui lui sont propres, il n'est que le lieu où s'expriment les contradictions fondamentales du développement capitaliste.

Les racines profondes de la crise monétaire doivent être recherchées dans l'inégalité relative des rythmes de développement des forces productives dans les différents pays capitalistes et dans la nature des politiques impérialistes liées au niveau de développement des forces productives de ces différents pays.

### **INEGALITE DES RYTHMES DE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le seul pays dont la capacité de production n'avait pas été touchée était les Etats-Unis. Les appareils productifs des pays européens étaient soit détruits soit vieilliss. Dans ces conditions les rapports de forces entre bourgeoisies étaient favorables aux Etats-Unis qui, sans contestation possible, dominaient le monde capitaliste et pratiquaient comme ils l'entendaient leur politique impérialiste.

Sur le plan politique, cette suprématie se traduisait par : des bases militaires maintenues à l'étranger, des dépenses d'« aide » à des pays étrangers, qui les maintenaient de la sorte dans l'orbite d'influence U.S., par des opérations militaires et par le rôle d'arbitre qu'ils s'octroyaient dans les conflits internationaux (cf. l'attitude U.S. vis-à-vis de la France et de l'Angleterre lors de l'affaire de Suez).

A cette suprématie du pouvoir politique à l'échelle internationale liée elle-même à la puissance technique et économique des Etats-Unis, correspondait une suprématie dans le domaine monétaire. Cette dernière était donc d'abord l'expression dans la « super-structure » monétaire du niveau atteint par le développement des forces productives aux Etats-Unis relativement à celui atteint dans les autres pays capitalistes.

Cette suprématie se traduisait notamment par la concentration à Fort-Knox de la plus grande partie des moyens de paiements internationaux qui constituait la base du système monétaire à savoir l'or-monnaire. Ceci est facile à comprendre puisque tous les pays

européens étaient déficitaires vis-à-vis des Etats-Unis dont ils devaient importer massivement les biens matériels pour redresser leur capacité de production.

Mais, la suprématie monétaire des Etats-Unis n'était pas que l'expression des rapports de niveau de développement ; elle était aussi un moyen spécifique contribuant au maintien de cette suprématie et permettant à la bourgeoisie dominante des Etats-Unis d'opérer des transferts de valeur au détriment des bourgeoisies européennes.

Ce moyen était assuré d'une part par la « puissance d'achat » du dollar, d'autre part par les mécanismes monétaires internationaux mis en place au lendemain de la guerre lors des accords de Bretton Woods (1944).

### LA PUISSANCE D'ACHAT DU DOLLAR, INSTRUMENT DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

« La puissance d'achat » du dollar relativement aux autres monnaies signifie que les parités (les taux de changes) entre le dollar et les autres monnaies sont telles qu'elles rendent intéressant pour les capitalistes américains la dépense hors de leurs frontières et tout particulièrement la dépense d'investissement.

Pourquoi le taux de change est-il si favorable aux Etats-Unis au lendemain de la guerre ? Tout simplement parce qu'il ne fait que refléter, en dernière analyse, les niveaux relatifs de productivité et de salaire, en d'autres termes, les niveaux relatifs de développement des forces productives.

En effet, en Europe, au lendemain de la guerre, compte tenu du faible rendement du capital technique, la condition pour que les capitalistes puissent exporter et combler ainsi leur déficit vis-à-vis des Etats-Unis était que les salaires soient maintenus à un niveau beaucoup plus bas que celui des Etats-Unis. Si, en Europe, à productivité constante, les salaires réels avaient augmentés, il n'aurait plus été possible d'exporter concurrentiellement vers les Etats-Unis et il aurait fallu dévaluer les monnaies européennes. Ceci s'est d'ailleurs produit à diverses reprises puisque l'on compte une trentaine de dévaluations en Europe entre 1945 et 1958. Il fallait donc maintenir entre le dollar et les monnaies européennes une parité telle qu'elle permette, malgré la faible productivité de l'appareil technique de production, d'exporter concurrentiellement. Naturellement, cette parité était payée par les ouvriers européens dont les salaires réels, c'est-à-dire la capacité de consommation, était réduite. Lorsque les salaires réels, tendaient à augmenter, rapidement, une dévaluation intervenait qui les ramenait à peu près au niveau antérieur.

Le maintien d'une parité de « combat » par les bourgeoisies européennes était particulièrement intéressante pour les capitalistes américains et les induisait fortement à investir en Europe. D'où venait l'intérêt d'une telle parité pour les capitalistes américains ?

Tout d'abord, les exportations européennes ne mettaient pas réellement en danger les concurrents américains car elles n'étaient pas considérables mais simultanément, la « puissance d'achat » du dollar démultipliait la « productivité » du dollar. En effet, compte tenu du taux de change, un dollar permettait au capitaliste américain d'acheter aux U.S.A. par exemple une heure de travail tandis que ce même dollar investi en Europe, transformé en mark, en franc belge ou français, permettait d'acheter deux heures de travail... Comme ces heures de travail représentent des constructions de machines, de bâtiments, etc..., la « productivité » de ce dollar investi en Europe, est, compte tenu du taux de change, plus élevé que s'il était investi aux Etats-Unis. Cette puissance d'achat du dollar pousse donc les Américains à investir hors de chez eux, à exporter des capitaux. Ceci est parfaitement compréhensible ; puisque les parités ont été fixées pour rendre les produits européens relativement moins chers, il est normal que la réalisation par les capitalistes américains d'un investissement en Europe soit également moins cher que la réalisation de cet investissement aux Etats-Unis.

Naturellement l' « exportation » que représente pour la bourgeoisie européenne la réalisation par un capitaliste américain d'un investissement direct en Europe n'est en rien comparable à l'exportation d'un bien consommable aux Etats-Unis. L'investissement direct des capitalistes américains représente en fait l'expulsion progressive de la bourgeoisie européenne de secteurs entiers de l'économie, le développement de secteurs de pointe en dehors de son contrôle voire même expropriation de la bourgeoisie nationale de secteur qu'elle dominait antérieurement (l'industrie alimentaire en France, par exemple).

Mais pour que les capitalistes américains continuent à avoir intérêt à exporter leurs capitaux, à investir en dehors de leurs frontières, il faut qu'une des deux conditions suivantes soit remplie :

1) Il faut que la productivité ne s'accroisse pas en Europe car cela se traduit presque automatiquement par des accroissements de taux de salaires (pas nécessairement proportionnels) et par conséquent par une diminution de la « productivité » du dollar investi par rapport à la « productivité » qui prévalait avant l'amélioration de l'appareil de production et la hausse réelle des salaires.

2) Ou bien, si la productivité et les salaires réels s'accroissent, en Europe, il faut que les investissements effectués ne soient pas réellement « payés » par l'investisseur étranger.

La première condition n'a pas été réalisée car la productivité et les salaires réels ont augmenté en Europe mais par contre, jusqu'à ces dernières années, le mécanisme de l'étalon de change-or a permis que la seconde soit réalisée, c'est-à-dire que les investissements U.S. en Europe ne sont pas « payés » par les capitalistes américains.

## **II. — LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES DANS LE CAPITALISME EUROPEEN APRES LA GUERRE**

### **a) Le redressement du capitalisme occidental.**

Pour des raisons évidentes, par peur des révolutions sociales, le capitalisme américain ne pouvait pas ne pas aider les bourgeoisies européennes, y compris celle des vaincus, à remettre sur pied leur capacité de production et à assurer de la sorte leur pouvoir sur le prolétariat. L'aide américaine (plan Marshall) favorisée par l'attitude conciliatrice des partis ouvriers (cf. la politique « participationniste » du P.C. en France) assura en grande partie le redressement et la remise sur pied de l'appareil productif des bourgeoisies européennes.

Entre 1947 et 1960 approximativement on assiste en Europe au développement rapide de la production et de la productivité européenne, souvent même les taux de croissance sont supérieurs à ceux qui prévalent aux Etats-Unis. (Italie, Allemagne, taux de croissance de 8 à 10 % contre 4,5-5 % aux Etats-Unis). Naturellement, on ne peut parler d'affaiblissement de la puissance technico-économique du capitalisme nord-américain, mais d'un renforcement relatif des capitalismes européens. Renforcement qui se traduit, quoi qu'on en dise, notamment par une réduction relative des écarts de productivités. En d'autres termes, les rapports entre niveaux de développement des forces productives se sont modifiées depuis la guerre au profit — relatif — du capitalisme européen.

Ces modifications à long terme devaient entraîner des modifications dans les rapports monétaires qui en sont simultanément l'expression et l'instrument.

Tout particulièrement, les transformations dans la superstructure monétaire devaient prendre la forme d'un réajustement international des parités au profit du capitalisme européen et par voie de conséquence au freinage du développement des investissements américains en Europe.

Depuis 1960, on assiste précisément aux luttes pour la mise en concordance des rapports monétaires avec les rapports de force réels des différents pays impérialistes.

### **b) Les transferts de valeur par le dollar monnaie de réserve :**

Techniquement, les luttes interimpérialistes ont pour enjeu le système monétaire international (fondé sur le mécanisme de l'étalon de change or, sous l'égide des Etats-Unis depuis 1934). Il s'agit de savoir si l'on parviendra à modifier le mécanisme qui, malgré les changements de rapports réels de force continuent à fonctionner au détriment des bourgeoisies européennes.

On sait que le dollar, monnaie « privée » des Etats-Unis joue également le rôle de moyen de paiement international et notamment de moyen de réserve internationale. A ce titre, il était conservé dans les réserves au même titre que l'or. Cette particularité allait permettre aux Etats-Unis de continuer à investir facilement à l'étranger alors même que les parités réelles tendaient à s'ajuster aux cours des années d'après guerre, parallèlement à la reconstruction des économies européennes. En effet, chaque fois que les Etats-Unis investissent à l'étranger, dépensent des dollars pour entretenir leurs bases militaires ou pour faire la guerre au Viet-Nam ou ailleurs, ces dollars sortent des Etats-Unis et vont s'accumuler dans les caisses de pays étrangers où ils ont été dépensés. Cette politique menée sans frein conduit au déficit de la balance des paiements américains c'est-à-dire qu'il sort plus de dollars des Etats-Unis qu'il n'en rentre. A l'heure actuelle, il existe en dehors des Etats-Unis environ 31 milliards de dollars. Ces dollars sont une dette à court terme puisque théoriquement, ils peuvent être renvoyés aux Etats-Unis contre de l'or. Cette dette constitue ce que l'on appelle le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

En réalité, de ces 31 milliards de dollars, 9 ont été transformés en or par leurs détenteurs (principalement européens) et c'est le reste soit 22 milliards de dollars qui constitue une créance sur les Etats-Unis. Cette créance pouvant à tout moment se transformer en or ou en importation des Etats-Unis. En réalité, comme ces dollars sont conservés dans les réserves des différents pays qui les détiennent et qu'ils ont été dépensés par les Etats-Unis soit pour faire des investissements soit pour entretenir des bases militaires, etc., cela signifie qu'il s'agit d'un prêt gratuit des puissances européennes aux Etats-Unis : contre des dollars accumulés dans les caisses européennes, les Etats-Unis ont obtenu des biens d'investissements, des services pour leurs bases militaires, etc. En d'autres termes, les pays occidentaux ont financé pour deux-tiers environ (par leurs prêts déguisés en réserve) le déficit militaire, les investissements américains en Europe, l'aide à l'étranger... Bref, la politique impérialiste des Etats-Unis.

Les investissements faits par les capitalistes américains avec ces dollars leur rapportent un profit qu'on peut estimer à 10 % (« Le Monde », 4 avril 1968), et les dollars obtenus en échange de ces investissements par les capitalistes européens s'ils sont prêtés soit aux U.S.A. soit en Europe même, ne rapportent que 3 % aux capitalistes qui les détiennent. Par conséquent, le mécanisme dans lequel le dollar joue le rôle de monnaie de réserve sans que les Etats-Unis soient forcés par un mécanisme quelconque à régler l'émission de monnaie internationale conduit à un formidable transfert de la valeur créée par la bourgeoisie européenne (avec le travail de son prolétariat, bien sûr) en faveur de la bourgeoisie des Etats-Unis.

C'est cette situation que ne veut plus accepter la bourgeoisie européenne qui se sent maintenant assez forte pour refuser ce mécanisme.

Cette contradiction entre les intérêts de la bourgeoisie européenne et l'impérialisme des Etats-Unis touche actuellement deux questions essentielles et liées qui font l'objet des antagonismes.

Ces deux problèmes peuvent être synthétisés de la manière suivante : Premièrement : qui payera réellement la politique de déficit des Etats-Unis. La « note » à payer étant en l'occurrence les 22 milliards de dollars de créances détenus par les pays occidentaux et qui ne pourraient pas être remboursés en or par les Etats-Unis qui n'en ont pas suffisamment au taux actuel (au taux actuel de 35 dollars pour une once d'or, les Etats-Unis ne pourraient rembourser que 10 milliards environ). Deuxièmement, si le mécanisme de création de monnaie internationale qui était assuré jusqu'aujourd'hui par le déficit sous contrôle de la balance des paiements américains doit être transformé sous la pression des nouveaux rapports de force réels comment sera créée la nouvelle monnaie dont on a besoin pour assurer l'expansion du commerce mondial ; quels seront les rapports de forces entre puissances impérialistes qui fixeront les règles de la création et de la distribution de cette monnaie.

**Avant-Garde Jeunesse - Mai 1968.**

**Les rapports entre niveaux de développement et forces productives se sont modifiées au profit — relatif — du capitalisme européen. Ces modifications devraient entraîner, à terme de plus en plus rapproché, des mutations dans les rapports monétaires.**

**Le rôle du dollar, comme monnaie dominante, s'effrite. Les capitalistes européens, peu à peu, réclament de nouvelles règles de jeu correspondant au rôle qu'ils ont pris dans l'économie mondiale. Mais parallèlement à cette exigence s'élève pour les Etats-Unis la nécessité de profiter encore plus longtemps des avantages que leur offre l'étalon de change-or (G.E.S.), ceci dans le but très simple : faire participer les Etats européens non seulement au financement de la guerre du Vietnam, mais encore leur faire payer les investissements U.S. qui viennent en Europe ! Le refus des gouvernements européens plus ou moins accentué selon les intérêts du moment, devient plus pressant. Ces gouvernements européens ne « veulent » plus d'un système qui ne correspond plus à leur état de développement, les contradictions inter-capitalistes s'aiguisent ; les instabilités monétaires se multiplient, menacent de se concrétiser en crise générale. C'est pourquoi il nous faut maintenant analyser quelques-unes des grandes secousses qu'a connu la sphère capitaliste.**

## **Dévaluation de la livre et contradictions capitalistes**

La Livre Sterling vient d'être dévaluée. Les organes d'information ont accordé, de par le monde, une grosse importance à cet événement. Mais il ne semble pas que les forces de gauche, en France, aient compris le sens profond de cette mesure, ni l'ampleur des conséquences qu'elle pourrait entraîner.

Rappelons tout d'abord rapidement quelques notions simples : la balance commerciale d'un pays retrace, en valeur, les flux d'exportations et d'importations de marchandises du pays considéré. La balance des paiements d'un pays donné retrace, elle, l'ensemble des paiements reçus de l'étranger et des règlements effectués à l'étranger ; et en donne la comparaison. Cette balance englobe la balance commerciale ; mais, elle inclut aussi celle des « invisibles » (dépenses et recettes de tourisme, dépenses et recettes de primes d'assurance, etc...), et, enfin, celle des mouvements de capitaux (ventes ou achats d'action, prêts ou emprunts, investissements directs de l'étranger ou à l'étranger, etc...). Cette balance des paiements, établie annuellement, présente un déficit ou un excédent. Le taux de change d'une monnaie 1 par rapport à une monnaie 2 indique le nombre d'unité de la monnaie 1 qu'il faut fournir pour recevoir une unité de la monnaie 2. Les taux de changes s'établissent actuellement par rapport à une monnaie de référence internationale : le

dollar, et c'est ainsi qu'il faut actuellement 493,70 anciens francs pour obtenir un dollar américain. Une dévaluation consiste en une modification en baisse du taux de change officiellement établi, par décision gouvernementale : c'est ainsi qu'une Livre s'échangeait contre 2,8 dollars : après la récente dévaluation, une Livre ne s'échangera plus que contre 2,4 dollars. Ces rappels étant faits, revenons au problème de la Livre.

## I. — LA LIVRE

Les raisons lointaines et récentes de la dévaluation de la Livre sont connues. La bourgeoisie anglaise a retrouvé, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un appareil productif durement atteint et de lourdes dettes vis-à-vis de l'extérieur. La reconstruction, de nouveaux investissements, ont développé l'appareil productif, élevé la productivité, mais pas assez pour faire face à la dure concurrence des autres capitalismes, et tout particulièrement à la concurrence du capitalisme américain, sorti de la guerre avec un appareil productif renforcé et une puissance financière considérable. Des coûts élevés, signifiant des prix de vente élevés (comparativement à ceux ayant cours sur le marché mondial) ont entraîné de grosses difficultés d'exportation pour les capitalistes anglais, une forte incitation à l'importation de marchandises, c'est-à-dire, une balance commerciale lourdement et systématiquement déficitaire. L'ampleur des difficultés commerciales britanniques est révélée, entre autres, par le seul fait suivant : la part des exportations d'articles manufacturés de l'Angleterre dans le total mondial est tombée de 21 % de ces articles en 1953 à moins de 14 % actuellement (Le Monde, 21-11-1967).

Ce déficit commercial entraîne à son tour, à terme, une balance des paiements toute aussi déficitaire. Ceci signifie, en clair, que la monnaie anglaise est sur-évaluée, sur le marché mondial. Cette situation, grave pour n'importe quelle monnaie l'est d'autant plus pour la monnaie anglaise que celle-ci est une monnaie internationale (la deuxième après le dollar) et joue le rôle de moyen de circulation international et de monnaie de réserve, c'est-à-dire le double rôle de capital-argent en circulation et de capital-argent thésaurisé. La Livre assure tout d'abord une bonne part des transactions commerciales internationales, mais, surtout, c'est en Livres qu'une bonne part du capital-argent international est thésaurisé. C'est ainsi qu'actuellement près de 10 milliards de dollars d'avoir en Sterling sont détenus par des étrangers (« Le Monde », 21-11-1967). La bourgeoisie anglaise a longtemps tiré (et tire encore) de gros avantages de cette situation : substantiels profits financiers réalisés sur la place de Londres, du fait du maniement de ces masses de capitaux ; « présence » commerciale anglaise assurée partout dans le monde, du fait justement de la « présence » financière de la Livre.

Mais, en même temps, cette situation implique un lourd déséquilibre, entre, d'une part, la demande solvable susceptible de se reporter sur le marché anglais (c'est-à-dire, la masse énorme des livres en circulation, et, d'autre part, le volume des biens et services que l'Angleterre est susceptible d'offrir, à un moment donné et à un prix donné. Ce déséquilibre ne se manifeste pas tant que dure la confiance en la solidité de la Livre, elle-même basée sur une balance des paiements en équilibre en moyenne période. Du jour où cette balance est systématiquement et lourdement déficitaire, le déséquilibre indiqué plus haut apparaît dans toute son ampleur, mais se manifeste indirectement : le capital-argent existant sous forme de Livres n'a pas nécessairement intérêt à se porter acheteur de marchandises anglaises ; au contraire, il veut continuer à exister sous forme de capital-argent, pour pouvoir réaliser les placements les plus profitables. Les détenteurs de Livres demanderont donc la convertibilité en dollars des Livres dont la stabilité ne leur paraît plus assurée. Ces transferts contribuent à alourdir le déficit de la balance des paiements anglaise. L'ensemble de ces facteurs, multipliés au dernier moment par une spéculation massive contre la Livre, ont finalement forcé le gouvernement anglais à dévaluer.

La dévaluation constitue une réponse provisoire de la bourgeoisie anglaise à une situation de déséquilibre monétaire. Après la dévaluation, le prix des marchandises anglaises, exprimé en dollars, baisse sur les marchés extérieurs : les exportations sont donc fortement encouragées. Au contraire, les prix des marchandises étrangères, exprimés en Livres, augmentent sur le marché anglais : les importations sont donc freinées. La balance commerciale a alors tendance à se rééquilibrer. Comme, par ailleurs, la Banque Centrale anglaise a élevé son taux d'escompte à 8 % (ce qui revient à rémunérer largement les capitaux placés à Londres), des masses de capitaux internationaux sont attirées en Angleterre, mouvement qui aide à rééquilibrer la balance des paiements anglaise. Enfin, les mesures de déflation interne qui accompagnent la dévaluation, ont pour but en limitant consommation et investissements, de restreindre les importations et dégager un surplus exportable, toutes mesures qui contribueront au rééquilibrage de la balance commerciale.

**Le sens social de ces mesures est très net : c'est la classe ouvrière qui « paye »** la dévaluation, qui fait les « sacrifices nécessaires », pour permettre aux capitalistes anglais de reconquérir les marchés extérieurs. En effet, d'une part, les hausses des prix des produits importés, dues à la dévaluation, se répercutent rapidement sur les prix des biens de consommation ; d'autre part, la politique de « déflation », limitant consommation et investissements, crée le chômage, la baisse des revenus, etc...

Si l'on sait qu'il y a déjà plus de 600.000 chômeurs en Angleterre, que ce chiffre croîtra rapidement dans les mois qui viennent, il n'est pas difficile de prévoir de dures luttes de classes dans ce

pays. C'est justement du sort de ces luttes de classes que dépend le « succès » (tout provisoire d'ailleurs) de la dévaluation ; si la classe ouvrière anglaise parvient, par le moyen de hausses de salaires à rejeter le « sacrifice » qui lui est demandé, dans quelque temps, tout sera à refaire. Mais, même en cas de succès, celui-ci ne sera, selon toute vraisemblance que provisoire. La contradiction qui a provoqué cette situation paraît en définitive trop fondamentale pour être résolue par une simple dévaluation : à savoir la contradiction entre, d'une part, les forces économiques réelles actuelles de l'impérialisme anglais, et d'autre part, les formes monétaires et financières de cet impérialisme, qui n'ayant plus de « bases » réelles à leur mesure, ne sont plus qu'un reste de la « grandeur » passée. Mais, malgré toute l'importance du problème spécifique anglais, c'est à l'échelle de l'ensemble du système capitaliste que la dévaluation anglaise prend son sens profond.

## II. — LE DOLLAR

La situation économique du capitalisme au lendemain de la seconde guerre mondiale est connue. Le capitalisme américain était le seul qui sortait de la guerre, puissant et renforcé. Toutes les autres bourgeoisies avaient vu leur potentiel productif, soit lourdement atteint, soit complètement détruit. Face à la menace d'une révolution dans ces pays, le gouvernement américain décide « d'aider » à la reconstruction. L'économie américaine étant, à ce moment, la seule réellement puissante, c'était la seule capable de fournir, au départ, les marchandises nécessaires. Pour que les autres pays puissent acheter ces marchandises américaines, il fallait leur fournir des dollars. Ces dollars furent fournis par divers canaux : « dons », « plan Marshall », prêts, aide militaire, etc...

Un système financier international s'édifie sur **cette base**, de prépondérance américaine, système qui est, en gros, celui qui demeure encore en vigueur aujourd'hui. Décrivons-le très schématiquement :

la seule monnaie **directement** convertible en or est le dollar (seuls les Américains n'ont pas le droit d'opérer cette conversion directe) ; les autres monnaies, elles, sont **directement** convertibles en dollars (c'est-à-dire indirectement, en or). Et, au moment de la reconstruction, la seule monnaie capable d'offrir à ses détenteurs un marché diversifié, abondant et stable, étant le dollar américain, celui-ci est rapidement apparu comme la base de tout le système monétaire international : d'abord, comme la principale monnaie de circulation (c'est-à-dire comme principale monnaie de la réserve de change de tous les pays) ; ensuite, comme la principale monnaie de réserve, tant pour les particuliers que pour les Etats.

Le système fonctionne de façon plus ou moins satisfaisante pendant toute la période de reconstruction et même au-delà. Mais, à

la fin de cette période, si le capitalisme américain s'était encore renforcé (par rapport à la situation d'après guerre), les autres capitalismes développés (Europe, Japon) s'étaient renforcés **relativement** beaucoup plus. L'écart entre Etats-Unis et autres pays capitalistes développés demeurerait évidemment important mais il s'était quand même réduit depuis l'après-guerre, puisque l'économie de ces pays capitalistes développés était passée de la destruction la plus complète à la puissance que l'on connaît aujourd'hui. Dès lors (et c'est là le point décisif), le système monétaire international, créé au lendemain de la guerre sur une base donnée des rapports de forces économiques entre bourgeoisies, ne correspond plus aujourd'hui à la nouvelle structure de ces rapports de forces économiques.

Tout d'abord, et du fait justement du développement des capitalismes autres que l'américain, le dollar est actuellement sur-évalué, son taux de change officiel par rapport aux autres monnaies ne correspond plus à la parité réelle des pouvoirs d'achat. Très schématiquement, et en empruntant ici un exemple purement imaginaire, on dit que le taux de change entre franc et dollar correspond à la parité réelle des pouvoirs d'achat si l'on peut acheter, aux Etats-Unis, un pneu avec 1 dollar et que, par ailleurs, un dollar, changé en francs au taux officiel, permet aussi d'acheter un pneu en France. Au contraire, le taux de change ne correspond pas à la parité réelle des pouvoirs d'achat, si le dollar qui permet d'acheter un pneu aux Etats-Unis, s'il est changé en francs au taux officiel, permet d'acheter deux pneus en France. Or, telle est la situation actuelle du dollar américain.

On comprendra, dans ces conditions, que les capitalistes américains aient intérêt à importer des marchandises des autres pays capitalistes développés. On comprendra aussi que les capitalistes américains aient des difficultés à exporter. On comprendra enfin que la balance commerciale des Etats-Unis, qui était si largement excédentaire pendant toute la période de reconstruction, ne l'est plus aujourd'hui que très faiblement, surtout si l'on ajoute qu'alors qu'au lendemain de la guerre, les capitalistes américains étaient les seuls vendeurs sur le marché mondial, aujourd'hui, ils doivent faire face à la concurrence des autres capitalismes reconstruits.

Cette surévaluation du dollar explique aussi les fortes dépenses du tourisme américain à l'étranger. Elle explique aussi, **en grande partie**, les très fortes exportations de capitaux américains vers les autres pays capitalistes développés. Cet avantage pour les capitalistes américains se manifeste aussi sur le plan financier de façon très simple : le taux auquel les capitaux sont rémunérés en Europe est beaucoup plus élevé qu'aux Etats-Unis.

Balance commerciale légèrement excédentaire, balance du tourisme et des capitaux lourdement déficitaires ; si l'on ajoute à cela les dépenses en dollar entraînées par la « présence impérialiste américaine » à l'étranger (« assistance économique », bases mili-

taires, aides militaires, et, surtout : dépenses de la guerre du Viet-Nam), on comprendra aisément pourquoi la balance des paiements américaines est si largement déficitaire depuis de nombreuses années. Alors que l'excédent de la balance des paiements américaine était, en milliards de dollars, de 5,8 sur la période 1947-1949, il se transforme en un déficit de 10,1 sur la période 1950-1957, déficit qui s'aggrave pour la période 1958-1965 : 22,3 milliards de dollars de déficit (« La relève de l'or », Jean Dautun). On peut dire qu'en moyenne, ces dernières années, le déficit de la balance des paiements américaine a été de l'ordre de 1,5 à 2 milliards de dollars, et que celui de 1967 s'annonce particulièrement lourd : 2,5 milliards de dollars.

Si le dollar n'était qu'une monnaie nationale quelconque, cette situation aurait eu des conséquences économiques immédiates pour les Etats-Unis. Mais, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le dollar joue le rôle de principale monnaie de réserve internationale. Ceci signifie que bon nombre de dollars dépensés par les Etats-Unis à l'étranger vont « s'entasser » dans les réserves des particuliers et des banques. Et ce fait signifie, à son tour, que les capitalistes américains payent une bonne part des achats et des investissements qu'ils réalisent à l'étranger, en simple « papier » : puisque les dollars remis par les capitalistes américains en contre-partie des achats de marchandises et investissements à l'étranger qu'ils réalisent, ne se reportent pas sur le marché américain pour réaliser leur contre-valeur en marchandises, mais s'entassent dans les réserves des particuliers ou des banques.

Nous avons donc d'une part, « ponction » directe, au profit des capitalistes américains, de marchandises, sur les disponibilités des autres pays (et ceci, soit en vue d'importations aux Etats-Unis, soit en vue d'investissements à l'étranger) ; et, d'autre part, entre les mains de ces pays, une « contre-valeur »... en papier. Ceci signifie, en clair, que tant que le dollar continue à être accepté comme monnaie de réserve internationale, les capitalistes américains opèrent à leur profit des transferts systématiques de valeur, aux dépens des autres secteurs du capitalisme international.

Un autre aspect de ces « transferts de valeur » est l'**exportation, par les Etats-Unis, de l'inflation au monde entier** et, en particulier, dans les autres pays capitalistes développés. En effet, si l'opération décrite plus haut d'importation par les capitalistes américains se réalise, nous avons :

1° d'une part, aux Etats-Unis même, une offre globale de biens augmentée (du fait de l'importation), sans que circule dans le pays même la contre-valeur monétaire de cette augmentation, c'est-à-dire sans qu'augmente la demande globale monétaire (puisque les dollars payés par les capitalistes américains à l'étranger ne **reviennent pas** immédiatement sur le marché américain) : nous avons donc aux

Etats-Unis, une offre globale de marchandises **en croissance**, face à une demande globale monétaire **stable**, c'est-à-dire, une tendance à la baisse ou à la stabilité des prix.

2° d'autre part, et en sens inverse, le pays étranger qui a reçu les dollars en paiement de ses exportations (et les a conservés dans ses réserves), a une offre globale de marchandises **diminuée** face à des disponibilités monétaires globales dans le pays **en croissance** : nous avons donc dans le pays en question, une tendance à la hausse des prix, c'est-à-dire à l'inflation, laquelle inflation a été tout simplement « exportée » par les Etats-Unis à l'extérieur. Ceci signifie, en clair, que la classe capitaliste des Etats-Unis fait payer aux bourgeoisies des autres pays capitalistes (et, par l'intermédiaire de celles-ci, aux classes ouvrières de ces pays), par le moyen des hausses des prix, une partie de ses profits.

Il est évident qu'un tel système doit provoquer, à terme, les réactions des autres bourgeoisies, qui réclament la fin d'un système « d'exploitation », qualifiée « d'injuste », ce qui signifie dans leur langage, que le système concerné ne correspond plus aux rapports de forces économiques réelles. La bourgeoisie qui a pris une position en flèche en ce domaine est certainement la bourgeoisie française. C'est ainsi que le gouvernement français a décidé, depuis un certain nombre d'années déjà, de présenter tous ses dollars au remboursement en or, ce qui, évidemment, accentue fortement les difficultés de la balance des paiements américaine.

### III. — LIVRE-DOLLAR

Nous pouvons aborder maintenant la relation entre le problème de la Livre et celui du dollar. Il faut dire tout de suite que c'est l'impérialisme américain lui-même qui a le plus œuvré, par une lutte sévère, aux diverses formes, pour la décomposition de l'impérialisme britannique, et donc celle de la Livre. Mais, en même temps, et **contradictoirement**, le sort du dollar américain est lié en partie à celui de la Livre. Pour le comprendre, il suffit d'analyser les effets de la récente dévaluation anglaise. Cette dévaluation, nous l'avons vu, va accroître la compétitivité des capitalistes anglais à l'étranger ; cela signifie des difficultés accrues d'exportation pour les capitalistes américains, et, par-dessus le marché, une pénétration plus facile des marchandises anglaises sur le marché intérieur américain, donc une augmentation des importations : toutes choses qui auront des effets très négatifs sur la balance commerciale américaine et, en définitive, sur sa balance des paiements. Par ailleurs, la hausse de la rémunération des capitaux qui accompagne nécessairement la dévaluation anglaise (taux d'escompte à 8 % à Londres), risque d'entraîner des sorties massives de capitaux des Etats-Unis vers l'Angleterre, aggravant considérablement le déficit de la balance des paiements américaine.

Malgré tous les facteurs qui viennent d'être décrits, le système monétaire international actuel peut continuer à fonctionner tant que dure la confiance en la solidité du dollar. Or, celle-ci, minée justement par l'ensemble des faits qui ont été décrits est **déjà** en train de disparaître. Les jours suivant la dévaluation de la Livre ont vu s'opérer une très forte spéculation contre le dollar, c'est-à-dire des demandes massives de remboursement du dollar en or. Or, alors qu'il existe 30 milliards de dollars en circulation dans le monde (dont 15,5 aux mains des particuliers non-américains), les Etats-Unis ne disposent que d'un stock de 13 milliards de dollars, **sous forme d'or**, pour répondre à des demandes de transferts éventuels (« La relève de l'or », Jean Dautun). On voit l'énormité du problème, surtout si l'on admet, avec « Le Monde » (24-11-67), qu'en fait, la somme d'or dont peut disposer le gouvernement américain pour faire face aux demandes de transfert ne dépasse pas 2,5 milliards de dollars. Cette situation comporte donc la possibilité d'une très grave crise monétaire.

Les réactions du gouvernement américain à l'éventualité d'une telle crise peuvent être diverses, mais elles impliquent **toutes** de très gros risques et de très gros coûts, pour l'impérialisme américain et pour la stabilité du capitalisme mondial.

Une amélioration de la balance des paiements américains pourrait d'abord s'obtenir par une réduction massive des dépenses entraînées par « la présence impérialiste américaine » à l'étranger (« assistance économique », bases militaires, aide militaire, et surtout : guerre du Viet-Nam). Bien qu'actuellement très peu probables, de telles mesures seraient déjà de grandes victoires pour les forces révolutionnaires dans le monde.

En fait, si la spéculation contre le dollar se prolonge, la dévaluation du dollar par rapport à l'or risque de devenir inévitable. Comme dans le cas de l'Angleterre, analysé plus haut, une telle mesure s'accompagnerait sans doute d'une politique de déflation aux Etats-Unis. Une telle politique des Etats-Unis (dévaluation et déflation) entraînerait nécessairement des politiques identiques dans les autres pays capitalistes développés. Il y aurait alors de gros risques d'effondrement du système monétaire international et d'apparition de troubles économiques graves.

Le gouvernement des Etats-Unis pourrait aussi supprimer lui-même le système monétaire existant, en détachant le dollar de l'or, en renonçant désormais à rembourser de l'or contre des dollars. Si cette mesure est prise isolément, elle provoquerait de très graves troubles économiques aux Etats-Unis ; puisqu'à ce moment, la seule ressource des détenteurs de dollars de par le monde entier serait de réaliser la valeur de ceux-ci en marchandises sur le marché américain. Ce dernier subirait alors de très fortes pressions inflationnistes (la demande globale dépassant évidemment à ce moment là, de beaucoup l'offre globale disponible sur le marché américain). Une

telle inflation se doublerait sans doute alors d'une politique déflationniste du gouvernement américain, rendue nécessaire par le déséquilibre de la balance des paiements.

En fait, si une telle mesure intervient, elle ne le fera sans doute pas isolément, mais dans le cadre d'une réforme du système monétaire existant. Or, aucune des réformes proposées ne peut résoudre, au fond, le problème existant : le retour à l'étalon-or (toutes les monnaies basées directement sur l'or) est impraticable, la production mondiale d'or étant insuffisante par rapport aux besoins d'un commerce international en expansion ; quant aux autres solutions, qui tournent toutes autour de l'idée de la création d'une « monnaie internationale », **elles ne font que reposer le problème fondamental à un autre niveau** : en effet, quelle sera la répartition des pouvoirs au sein du bureau directeur de cette Institut d'Emission Internationale, entre les différents secteurs de la bourgeoisie mondiale, et, en particulier, la place qu'y occupera l'impérialisme américain ?

Nous avons montré, tout au long des développements précédents, que les **contradictions capitalistes, bien que surgies du domaine de la production, se manifestaient et risquaient « d'exploser » dans le domaine de la monnaie**, c'est-à-dire au niveau des formes les plus « fétichisées » de la valeur, ce qui n'est pas étonnant dans une économie comme l'économie capitaliste où les formes marchandes (valeur, monnaie...) se développent extraordinairement. L'existence même de la « valeur », et de sa forme spécifique, la « monnaie », permet des accumulations de valeur, des « reports » de valeur dans le temps, sources de déséquilibre, et germes de crises.

L'analyse nous montre aussi l'ampleur des contradictions capitalistes, à tous les niveaux (y compris le niveau politique), contradictions qui subsistent au delà des tentatives de « régulation », « planification », etc...

**Avant-Garde-Jeunesse - Novembre-Décembre 1967.**

L'année 1968 s'est à nouveau ouverte dans le pessimisme, l'anxiété, et l'incertitude. Beaucoup de journaux, de commentateurs, surpris ou attristés, parlent, avec un bel ensemble, de répression, de déflation, etc... Sans surprise, sans tristesse, le dernier numéro de l'Avant-Garde-Jeunesse, annonçait, peu de temps après la dévaluation anglaise, « l'ouverture possible d'une nouvelle période d'instabilité dans le capitalisme ». Les nouveaux éléments d'information dont nous disposons aujourd'hui confirment, pour l'essentiel, cette prévision. La balance des paiements anglaise n'a pas enregistré le redressement spectaculaire attendu, et le « Financial Times » soulignait, un mois après la dévaluation de la Livre, la faiblesse des mouvements de capitaux vers Londres (« Le Monde », 4-1-68). La balance des paiements américaine, de son côté, a présenté pour 1967 un déficit encore plus lourd que prévu : près de quatre milliards de dollars. Enfin, les vagues de spéculation contre le dollar (c'est-à-dire, les demandes massives de conversions de dollars en or) ont lourdement atteint les insuffisantes réserves d'or des Etats-Unis. On ignore le montant exact de ces pertes, mais on sait (« Le Monde », 5-1-68) qu'en décembre 1967, 925 millions de dollars sous forme d'or ont été transférés de Fort Knox (réserve d'or des Etats-Unis) au Fonds de Stabilisation des Changes des Etats-Unis (l'organisme qui intervient sur le marché de l'or de Londres pour soutenir le cours du dollar). On sait aussi qu'une très large part de ces 925 millions de dollars ont couvert les pertes dues aux spéculations.

## Récession sur l'Europe

### LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT AMERICAIN

L'ampleur du problème qui est ainsi posé aux Etats-Unis est d'ailleurs révélé par l'ampleur des mesures prises, pour essayer de réduire le déficit de la balance des paiements américains de trois milliards de dollars en 1968. Le moins qu'on puisse dire du petit cadeau de nouvel an du président Johnson est qu'il n'est pas réjouissant. Les principales mesures prévues sont les suivantes : interdiction de nouveaux investissements américains en Europe et en Afrique du Sud ; pour d'autres pays (Grande-Bretagne, Canada, Japon), les investissements américains sont limités à 65 % de leur niveau moyen 1965-1966. Le gouvernement américain espère ainsi réduire d'un milliard de dollars le déficit de sa balance de paiements. Les autres mesures vont dans le même sens : restrictions sur les voyages des touristes américains à l'étranger, restrictions des prêts bancaires américains à l'étranger, compression des dépenses administratives américaines à l'étranger. D'autres mesures sont à l'étude et seront sans doute appliquées bientôt : c'est ainsi que M. Katzenbach, sous-secrétaire d'Etat américain, a confirmé que les Etats-Unis pourront accorder des ristournes à leurs exportateurs et instituer des taxes sur les importations. Il s'agit évidemment, en favori-

sant les exportations et défavorisant les importations, d'accentuer l'excédent de la balance commerciale américaine et aider ainsi au redressement de sa balance des paiements.

## LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE AMERICAINE

Le premier problème que pose cet ensemble de mesures est, tout simplement, qu'elles risquent fort de n'être pas appliquées : les modalités pratiques des contrôles n'ont pas été précisées, la proximité des élections présidentielles incite à penser que ces contrôles ne sauraient être trop sévères, et, enfin, on peut faire confiance aux capitalistes américains pour déjouer les réglementations contraires à leurs intérêts (le rôle des capitaux américains lors de la récente spéculation contre le dollar est assez révélateur à ce sujet).

Mais, surtout, l'un des premiers effets de cet ensemble de mesures sera **d'accentuer fortement**, partout dans le monde (et spécialement en Europe) les tendances à la récession. Tout d'abord, la chute brutale des investissements américains en Europe se répercutera très négativement sur le niveau de l'activité économique. Si l'on sait (« Le Monde », 3-1-68) que les investissements américains à l'étranger ont atteint dix milliards de dollars en 1967 et si l'on suppose que les entrées de capitaux étrangers aux Etats-Unis demeureront en 1968 ce qu'elles étaient en 1967, on voit qu'on peut très grossièrement évaluer à 10 % la baisse des investissements américains dans le monde en 1968, ce qui est loin d'être négligeable. Les choses s'aggravent encore si l'on sait que les investissements américains en Europe se sont élevés en 1967 à près de quatre milliards de dollars (« Le Monde », 3-1-68) et que la plus grosse part du milliard de dollars de réduction des exportations de capitaux américains devrait se répercuter sur l'Europe.

Les autres mesures prises en vue de restreindre les sorties de dollars des Etats-Unis auront des effets identiques (quoique moins puissants sur la situation économique européenne, en ce sens qu'elles représenteront toutes une réduction de la « demande globale » en 1968 par rapport à 1967 et donc des difficultés accrues pour la vente des marchandises produites. Il en est ainsi pour les restrictions des dépenses de tourisme (ainsi, en 1966, le Canada et les Etats-Unis ont fourni la moitié des recettes du tourisme français - « Le Monde », 5-1-68) ; de même pour la compression des dépenses administratives américaines à l'étranger.

Par ailleurs, la dévaluation de la Livre et les mesures américaines ont déjà entraîné partout la hausse des taux d'intérêt, chaque pays élevant ses taux d'escompte dans l'espoir de retenir ou d'attirer les capitaux. C'est ainsi que le taux d'escompte a été porté à 4,5 % aux Etats-Unis en novembre 1967, et que le taux d'escompte du Japon est passé de 5,84 % à 6,20 %. Mais la hausse la plus forte de taux a lieu en Europe : le taux d'escompte de l'Angleterre

demeure exceptionnellement élevé (8 %), et quant aux autres pays européens, leurs taux d'intérêt ne tarderont sans doute pas à s'élever, du fait de la raréfaction créée sur le marché du capital par la brusque chute de l'apport de capitaux américains. Ces hausses des taux d'intérêt ne pourront que pousser partout à l'approfondissement de la récession, puisqu'elles n'incitent évidemment pas les industriels à emprunter pour investir.

Ces conséquences des mesures américaines sont d'autant plus graves qu'elles atteignent le monde capitaliste en pleine période de récession. Selon « Le Monde » du 7-1-68, les taux de croissance des produits nationaux bruts n'ont été, en 1967 par rapport à 1966, que de 3,75 % en France, 2,5 % aux Etats-Unis, 1,5 % en Angleterre ; le produit national brut allemand a, lui, diminué de 1 %. Les seuls pays capitalistes développés qui aient connu une croissance réelle en 1967 sont l'Italie (5,7 %) et le Japon (12 %). Encore faut-il ajouter que les experts japonais ne prévoient pour 1968 qu'un taux de croissance du produit national brut de 7,8 %.

Le gouvernement américain ne se contente pas par ces mesures, de propager la récession ; il s'attaque aussi à l'équilibre des balances des paiements des autres pays capitalistes. En effet, la réduction du déficit des Etats-Unis signifie nécessairement la réduction de l'excédent d'autres pays ou l'aggravation de leur déficit. Et ceci est tout particulièrement vrai pour l'Angleterre : restriction sur les capitaux américains et sur les dépenses de tourisme américaines, représenteront de sérieux manques à gagner pour la balance des paiements anglaise et ceci en un moment particulièrement délicat. Ceci sans parler des répercussions sur la balance commerciale anglaise de la concurrence plus féroce que se livreront désormais capitalistes anglais et américains sur le marché mondial. On estime (« Le Monde, 4-1-68) que les pertes de la balance des paiements anglaise du fait de l'ensemble des mesures américaines seraient de l'ordre de 50 à 200 millions de Livres. Ce dernier chiffre est à mettre en parallèle avec l'excédent escompté de la balance des paiements anglaise après la dévaluation de la Livre : 500 millions de Livres. Ces pertes de la balance des paiements anglaise, entretenant la méfiance à l'égard de la Livre, entraîneront probablement à leur tour de nouvelles conversions de Livres en dollars et de dollars en or, donc, un choc en retour sur les Etats-Unis.

Enfin, le marché mondial se resserrant du fait de la récession, elle-même renforcée par les récentes mesures américaines, les espoirs américains d'expansion commerciale à l'étranger peuvent aisément être déçus : ce qui signifie que les mesures prises par le gouvernement américain pour rééquilibrer sa balance des paiements, remettent en cause, en définitive, l'objectif poursuivi.

En résumé : si les mesures prévues ne sont pas appliquées, le problème de la balance des paiements américaine ne pourra que s'aggraver. Si, au contraire, les mesures prévues sont appliquées,

elles accentueront probablement la récession mondiale, avec le risque sérieux, comme contre-coup, d'empêcher à terme, le rééquilibrage de la balance des paiements américaine. Il n'est d'ailleurs pas exclu que les mesures prises soient inefficaces pour rééquilibrer la balance des paiements américaine, mais le soient suffisamment pour effectivement propager la récession à l'échelle mondiale.

Cet ensemble de développements peut paraître absurde et l'est effectivement du point de vue de l'économie capitaliste dans son ensemble, point de vue qui est précisément inexistant dans le monde capitaliste. Par contre, il ne l'est plus quand il est considéré (comme il l'est **effectivement** dans le monde capitaliste), du point de vue de **chaque capitaliste** ou **secteur capitaliste**, défendant ses **propres intérêts**, en contradiction avec ceux du voisin. Mais, en réalité, si la politique américaine risque d'être tout à la fois inefficace et dangereuse, c'est parce qu'elle ne s'attaque pas au **vrai problème**.

## LES CONTRADICTIONS FONDAMENTALES

Nous avons indiqué dans « Dévaluation de la Livre et contradictions capitalistes » (voir Avant-Garde-Jeunesse, novembre-décembre 67) que le système monétaire international, créé au lendemain de la guerre, sur une **base donnée** des rapports de force économiques entre bourgeoisies, ne correspond plus aujourd'hui à la nouvelle structure de ces rapports de force, principalement entre, d'une part, le capitalisme américain, et d'autre part l'ensemble des autres pays capitalistes développés. Il y a donc un « décalage » entre les rapports économiques réels et la forme monétaire de ces rapports. C'est, en partie, ce décalage qui a permis aux capitalistes américains d'opérer à leur profit des « transferts » de valeur du monde entier, et aussi de maintenir un haut niveau de vie aux Etats-Unis, atténuant ainsi fortement la lutte de classes dans ce pays. Les capitalistes américains ont pu éviter pendant longtemps le paiement de cet arriéré, de ce « crédit gratuit », mais, évidemment, en accentuant de ce fait la gravité de la crise monétaire latente. La récession mondiale, qui a débuté en 1966, en développant largement la lutte entre les différents secteurs de la bourgeoisie internationale, a entraîné l'éclatement de cette crise monétaire latente. Maintenant, pour les capitalistes américains, « il faut payer » : et, quelles que soient les mesures prises, directement ou indirectement, la seule façon réelle « de payer » est d'accepter une forte réduction de leur part de la plus value produite par l'ensemble du système capitaliste. On conçoit que la bourgeoisie américaine s'y refuse obstinément, qu'elle essaye (vieille habitude) de faire payer les autres bourgeoisies, qu'elle essaye de repousser les échéances, etc... Et cela, d'autant plus qu'une réduction des profits des capitalistes américains serait en fait très rapidement répercutée sur le niveau de vie des masses américaines, permettant ainsi (perspective horrible) la réapparition de la lutte de classes au cœur même de la citadelle capitaliste.

## LES TACHES DE L'HEURE

En attendant ces jours sombres, le monde capitaliste s'est installé dans la récession. Et récession, en langage capitaliste, signifie élimination des plus faibles. Et, tout particulièrement l'élimination des plus faibles dans les secteurs dits « retardataires » (chantiers navals, textiles, etc...), qui sont en crise latente depuis de nombreuses années, une crise qui s'est récemment fortement accentuée du fait de l'intégration économique européenne, qui a entraîné une concurrence plus féroce, des éliminations, fusions, concentrations, etc... De nombreux travailleurs seront ainsi très probablement définitivement éliminés de la production (1).

Mais, selon toute probabilité, les secteurs dits « d'avant-garde » (chimie, électronique, etc...) seront également touchés ; certains le sont déjà (Électronique). Cette situation peut donner la **base objective** à une liaison réelle des combats des travailleurs des secteurs « retardataires » au combat des travailleurs des secteurs « d'avant-garde ».

Cette situation sera sans doute tout particulièrement celle de la France, où de nombreux secteurs présentent un retard technologique important. Une caractéristique de la situation française à cet égard est, et sera sans doute de plus en plus, le **chômage des jeunes** qui arrivent actuellement très nombreux sur un marché du travail en récession. Pour éclairer ces assertions, indiquons seulement qu'il y avait, à la fin de 1967, près de 600.000 chômeurs en Angleterre, à peu près autant en Allemagne (« Le Monde », 7-1-68) et 450.000 en France (« Le Monde », 1-1-68).

Les développements précédents indiquent donc l'orientation prévisible des luttes ouvrières : unification des luttes des différents secteurs de la classe ouvrière sur le terrain créé par la récession, mot d'ordre essentiel : la sécurité de l'emploi, la lutte contre le « chômage technologique », et spécialement contre le chômage des jeunes. Le gros problème est évidemment que de telles revendications ne prendront un sens réel que si elles unifient la classe ouvrière sur la base de la remise en cause radicale, politique, des fondements du régime capitaliste. Or, à la simple lecture des tâches énoncées plus haut, il apparaît clairement qu'une des contradictions essentielles de l'heure est précisément la contradiction **entre l'ampleur des luttes qu'impose la situation et l'absence d'une direction politique révolutionnaire de la classe ouvrière**. Cette situation, de toute évidence, ne peut être immédiatement modifiée : mais, elle signifie que, pour tous les militants des mouvements d'avant garde, l'implantation dans les lieux de travail, le contact direct avec la classe ouvrière, est une des tâches les plus urgentes et les plus décisives.

**Avant-Garde-Jeunesse - Février 1968.**

---

(1) Problème très actuel en novembre 68.

Puis il y eut Mai. Encore une fois il ne s'agit pas de s'autoféliciter mais de bien comprendre que seule une analyse marxiste des contradictions du capitalisme peut nous permettre d'élaborer une stratégie correcte. Mai devait aiguïser les contradictions du capitalisme français face à l'offensive généralisée des monopoles internationaux.

L'accélération des cadences, l'augmentation des prix, le spectre de plus en plus vivace du chômage n'étaient pas suffisants pour calmer les capitalistes. L'Etat fort ne l'était plus assez aux yeux du patronat. La classe ouvrière et les masses populaires qui s'étaient exprimés en Mai devaient connaître non un reflux mais une défaite. Le Gaullisme n'avait pas encore résolu ce problème. La confiance que portait le patronat en lui s'effritait. La crise politique s'installait et s'exprimait en visant le talon d'Achille du capitalisme : la monnaie.

La spéculation sur le mark faisait rage. Mais en agissant ainsi, le capital aiguïsait ses contradictions et risquait de se voir projeter par sa logique même, vers une crise phénoménale.

## **Une nouvelle période d'instabilité s'ouvre pour le capitalisme**

Un vent de panique souffle sur le monde capitaliste : le système monétaire international menace de s'effondrer et d'entraîner dans sa chute le régime lui-même. L'affolement gagne la bourgeoisie, les réunions se succèdent, les journaux bourgeois reflètent l'incompréhension de leur classe devant l'ampleur du phénomène. La crise est à l'ordre du jour.

Contentons-nous de décrire le cadre dans lequel se situe le problème.

Près de 20 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, les rapports de force entre les divers secteurs « nationaux » du capitalisme se sont profondément bouleversés. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le capitalisme américain était le seul qui sortait de la guerre puissant et renforcé. Toutes les autres bourgeoisies avaient vu leur potentiel productif, soit lourdement atteint, soit complètement détruit. Le système monétaire international s'édifiait sur cette base, de prépondérance américaine, avec le dollar comme axe central. Quelle est aujourd'hui la nouvelle structure des rapports de force économiques ? Nous l'avons déjà indiqué dans « Rouge » numéro 4 : d'une part, un axe dominant, l'impérialisme américain, a la puissance économique sur-évaluée, a l'expansion inflationniste. D'autre part, un axe montant, formé de l'Allemagne, et, dans une moindre mesure, de l'Italie et du Japon — entre les deux, des chaînons faibles : principalement, l'Angleterre et la France.

Les rapports de force économiques se mesurent essentiellement en terme de productivité sociale moyenne du travail, c'est-à-dire en fonction du temps de travail social moyen nécessaire à la production d'une unité de chacun des principaux biens. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ce temps de travail a évidemment, en moyenne, décrû (la productivité a augmenté), dans les principaux pays, mais **(et c'est là le point décisif)** cette décroissance s'est opérée avec des rythmes différents selon les pays : par exemple, plus rapidement en Allemagne qu'en Angleterre ou en France. Cela signifie que les rapports de valeur entre les différents secteurs « nationaux » du capitalisme, se sont trouvés bouleversés et ce, selon l'échelle indiquée au paragraphe précédent. Les rapports entre monnaies nationales auraient dû « refléter » l'évolution des rapports entre valeurs, l'évolution des rapports entre les productivités sociales moyennes dans les différents pays. En fait, il n'en a été ainsi que dans une très faible mesure : et, précisément, ce « **décalage** » entre, d'une part, **les rapports économiques réels**, et, d'autre part, **la forme monétaire de ces rapports**, est une **des causes principales** de la crise d'aujourd'hui.

Ce « décalage » a été possible, pour une bonne part, du fait du refus obstiné des bourgeoisies atteintes (principalement anglaise et américaine) d'entériner, d'accepter le bouleversement des rapports de valeur ; les Etats-Unis se refusent, aujourd'hui encore, à dévaluer ; la Grande-Bretagne, elle, a dévalué, il y a près d'un an, mais d'un taux nettement insuffisant.

Cette obstination se comprend aisément. Les monnaies anglaise et américaine occupent une position dominante dans le système monétaire international et cette position procure aux bourgeoisies de ces pays de gros avantages financiers et commerciaux, qu'une dévaluation réduirait considérablement. Par ailleurs, les balances des paiements de ces pays (Etats-Unis et Angleterre) sont systématiquement déficitaires depuis des années : tout autre pays, placé dans cette position, aurait dû dévaluer depuis longtemps. Les bourgeoisies anglaise et américaine ont pu, pendant des années, éviter cette mesure, précisément parce que leurs monnaies respectives (Livre et Dollar) sont acceptées comme base du système monétaire international, comme monnaie de réserve internationale. Ceci est surtout vrai pour le dollar : alors que tout autre pays aurait dû rembourser ses dettes extérieures en or ou en devises étrangères, il suffisait aux Etats-Unis, pour combler leur déficit extérieur, de faire marcher la « planche à billets » et de payer, tout simplement... en papier, en dollar imprimé, dollar accepté partout précisément parce qu'il est la base du système monétaire international. Cela signifie, très simplement que l'ensemble des capitalistes, ont fait et font un « crédit gratuit » aux capitalistes américains : il y a ainsi, du fait du déficit systématique de la balance des paiements américaine, des milliards de dollars en circulation de par le monde.

C'est dans ces conditions que le « décalage » décrit plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) a pu se maintenir et s'aggraver.

Les dollars en circulation (et, d'ailleurs, en général, toutes les monnaies) sont d'autant plus nombreux que l'ensemble du monde capitaliste (et, tout particulièrement, les Etats-Unis) a, depuis des années, surmonté crise et récession en recourant à des expédients monétaires : en clair, à l'inflation, à l'émission massive de papier-monnaie et de crédit, pour « dopper » l'économie. Dès lors, encore une fois, le « décalage » dont nous parlions plus haut (entre les rapports économiques réels et les rapports monétaires) s'est, **non seulement maintenu**, mais s'est extraordinairement **démultiplié** et amplifié.

Cette politique a permis, pendant des années, de repousser les échéances tout en aggravant par ailleurs la crise latente. Aujourd'hui, c'est le terme. Et la question est toute simple : ces milliards de dollars, ces livres en circulation, il va falloir « les payer » un jour. Qui les payera ? Les capitalistes des différents pays essaient de se repasser le « fardeau » : il ne s'agit plus seulement de « mettre à jour » une situation : il faut aussi payer « l'arriéré ». Et on ne trouve de par le monde aucune bourgeoisie (qui s'en étonne ?) prête à prendre en charge cet « arriéré ».

Dans cette situation éminemment instable de la chaîne impérialiste, les chaînons les plus faibles cèdent les premiers. Il y a près d'un an, l'Angleterre dévaluait. Aujourd'hui, c'est le franc qui est menacé : les causes de cette situation sont décrites par ailleurs. Retenons ici que l'acharnement de la bataille à la réunion de Bonn s'explique par le fait que, derrière les problèmes de parité monétaire, se pose en fait le problème du partage du marché mondial. Retenons surtout que, derrière le problème de la dévaluation française se pose le problème de la survie du système capitaliste lui-même. En effet, une dévaluation française assez forte, conférant des avantages exceptionnels aux exportateurs français, accentuerait les difficultés de la balance des paiements britannique, forçant l'Angleterre, à terme, à une dévaluation. Pour des raisons identiques, la double dévaluation anglaise et française entraînerait tôt ou tard une dévaluation du dollar américain. Il s'ensuivrait un désordre monétaire généralisé, l'élévation des barrières douanières et le protectionnisme, le rétrécissement rapide du marché mondial, la récession partout.

Avant même qu'un tel processus d'ensemble soit enclenché, le « cassage » de l'expansion s'organise. Le gouvernement anglais impose à son peuple de nouvelles mesures « d'austérité ». **Le gouvernement français fait de même et l'écrasement du niveau de vie de la classe ouvrière française sera démultiplié par la tentative désespérée d'éviter la dévaluation.** Il ne s'agit d'ailleurs que d'une tentative : la dévaluation du franc demeure probable, à terme.

Des jours sombres attendent le capitalisme. La bourgeoisie essayera — essaye déjà ! — de rejeter le poids de ses contradictions sur la classe ouvrière. La tâche des révolutionnaires est d'expliquer partout quels sont les intérêts de la bourgeoisie, quels sont les intérêts des travailleurs, et en quoi ils divergent radicalement. **La tâche des révolutionnaires est d'organiser partout la riposte à l'offensive capitaliste : que la bourgeoisie supporte elle-même les conséquences de sa propre crise !**

**LA BOURGEOISIE DEFEND SA MONNAIE, SES MARCHES, SES PROFITS !**

**LE PROLETARIAT DEFEND SES INTERETS DE CLASSE !**

**Rouge N° 6 - 26 Novembre 1968.**